



**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FOURNITURE COURANTES ET SERVICES

MARCHE 2025-12

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANT FORTS et des GROUPES ELECTROGENES

Marché passé en procédure adaptée  
en application des dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SANTÉ ET ALIMENTATION AU CŒUR DE LA VIE  
SANTÉ ET ALIMENTATION AU CŒUR DE LA VIE

Site  
CS 4  
Tél. 1  
(Dir  
Site de la Chantrerie • 101 Route de Gachet  
CS 40706 • 44307 NANTES CEDEX 3  
Tél. 02 40 68 77 77  
(Direction Générale)

[www.oniris-nantes.fr](http://www.oniris-nantes.fr)

Etablissement du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Site de la Géraudière • Rue de la Géraudière  
CS 82225 • 44322 NANTES CEDEX 3  
Tél. 02 51 78 54 54

Mois d'établissement des prix : Septembre 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ .....4

ARTICLE 2 : FORME DE L’ACCORD CADRE .....5

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD CADRE.....5

ARTICLE 4 : MODALITES D’EXECUTION .....5

    4-2-1 Nature et planification .....6

    4.2.2 Temps maximum d’indisponibilité .....6

    4.2.3 Proposition d’intervention.....6

    4.3.1 Programme d’exécution.....6

    4.3.2 Délais d’intervention.....7

    4.3.3 Dépannage.....7

    4.3.4 Réparation.....7

    4.3.5 Remplacement de matériels .....7

    4.3.6 Garantie .....7

4.5 RETOUR D’INFORMATION           8

    4.5.1 Compte-rendu d’activité .....8

    4.5.2 Compte-rendu d’interventions et incidents .....8

CCAP 2025-12

4.6 FOURNITURES	8
4.6.1 Provenance des fournitures .....	8
4.6.2 Récupération.....	8
4.6.3 Fourniture consommables et outillage.....	8
<b>ARTICLE 5 CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>8</b>
5.1.1 Prise en charge.....	8
5-1-2 Remise en état.....	9
<b>ARTICLE 6 ASSURANCES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 PLAN D'HYGIENE ET DE SECURITE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 8 REMUNERATION.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 9 PAIEMENTS.....</b>	<b>11</b>
9.3.1 DEPASSEMENT DU DELAI DE PAIEMENT	12
9.3.2 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	12
9.3.2.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché.....	12
9.3.2.2 Modalité de paiement direct du sous-traitant.....	12
<b>ARTICLE 10 : FACTURATION - MODALITES DE PAIEMENT .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 11 : PENALITES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 12 : REFACTION .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 13 : RESILIATION.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 : DECLARATIONS ET ATTESTATIONS .....</b>	<b>15</b>
<b>14-1 RESPONSABILITE SOCIETALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>16</b>

## Article 1 : Objet du marché

### 1.1 Généralités

Le présent marché porte sur des prestations de maintenance des équipements électriques courants forts et les groupes électrogènes sur les sites d'ONIRIS – VetAgroBio

La description des prestations et leurs spécificités techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

La prestation concerne les deux sites d'ONIRIS – VetAgroBio :

- Site de la Chantrerie : Route De Gâchet – 44300 NANTES
- Site de la Géraudière : rue de la Géraudière – 44300 NANTES

### 1.2 Nature des prestations

La prise en charge des prestations définies dans le présent marché est constitutive d'une obligation de résultat.

Les différentes prestations sont les suivantes :

- maintenance préventive systématique
- maintenance corrective dont astreinte
- fourniture des documents de maintenance
- remise à jour des documents après chaque intervention
- fourniture et remplacement des pièces hors service

Les objectifs consistent à :

- préserver la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal proche de celui des performances initiales
- dans la mesure du possible, préserver la continuité de service et le maintien des paramètres de fonctionnement des bâtiments.

Le titulaire recherchera de façon continue l'organisation optimale des méthodes de maintenance pour assurer une qualité de service aux agents et usagers d'ONIRIS.

### 1.3 Caractéristiques des équipements à maintenir

Les caractéristiques des appareils et équipements à entretenir ainsi que leur nombre sont mentionnés dans le CCTP.

### 1.4 Durée du marché

Il est conclu pour une durée d'**UN an** ferme à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025 ou de sa notification si ultérieure.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, cet accord-cadre fera l'objet d'une tacite reconduction d'année en année pour une **durée de marché maximum de 4 années**.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de son intention de ne pas reconduire le marché 2 mois avant la fin de chaque période.

## Article 2 : Forme de l'accord cadre

Le marché est passé en procédure adaptée en application des dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est alloti.

- Lot 1 : Maintenance courants forts
- Lot 2 : Maintenance des groupes électrogènes

## Article 3 : Pièces constitutives de l'accord cadre

Les pièces du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses particulières accepté sans modification dont seul l'exemplaire archivé à l'administration fait foi (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par arrêté du 30/09/2021.

Les prestations définies à l'article 1.3 du présent CCAP devront être exécutées suivant les modalités déterminées ci-après.

Toute clause, portée dans les documents, tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## Article 4 : Modalités d'exécution

### 4.1 Cadre d'intervention

La nature des activités réalisées dans les bâtiments, services unités répartis sur les deux sites d'ONIRIS nécessite la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour assurer le fonctionnement normal de la structure 365 jours sur 365, 24 heures sur 24.

### 4.2 Maintenance préventive

Les horaires d'intervention du personnel du titulaire du présent marché au titre de la maintenance préventive doivent tenir compte des impératifs d'exploitation des différentes unités de l'Etablissement.

#### 4-2-1 Nature et planification

Les visites systématiques de maintenance préventive comprennent :

- Un contrôle sur site du fonctionnement de l'ensemble des appareils énumérés dans le CCTP : le titulaire procède pour cela à tous les essais et réglages jugés nécessaires au bon fonctionnement de l'installation.
- Les visites de maintenance et le remplacement des pièces détachées sont effectuées exclusivement par un technicien spécialisé en la matière et appartenant à l'entreprise de maintenance.
- L'organisation et la coordination des opérations de maintenance préventive est de l'entière responsabilité du titulaire. Leur contenu et leur planification font l'objet d'un accord d'ONIRIS.

#### 4.2.2 Temps maximum d'indisponibilité

Les visites systématiques de maintenance préventive et les prestations de maintenance curative doivent conduire à une indisponibilité minimale des équipements.

En tout état de cause, cette indisponibilité ne pourra excéder 2 heures.

##### Rapport de visite

A chaque visite programmée, le personnel d'intervention du Titulaire mentionne sur les documents d'entretien (dossier appareil) l'essentiel de la visite effectuée (nature des opérations réellement exécutées, valeur des mesures enregistrées...).

#### 4.2.3 Proposition d'intervention

Le titulaire formule ses propositions d'intervention (liste des travaux, de fourniture, temps d'intervention et d'immobilisation, etc.).

Pour les interventions qui ne relèvent pas du présent marché, le titulaire indique les conséquences que pourrait entraîner une décision négative d'ONIRIS.

Il est tenu de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Le titulaire ONIRIS de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent.

### 4.3 Maintenance corrective

#### 4.3.1 Programme d'exécution

Le temps d'indisponibilité ne pourra excéder 2 heures. L'intervention sera effectuée sur appel auprès d'un centre téléphonique 7 jours /7 et 24H/24 tous les jours de l'année.

Si le titulaire estime que certaines prestations peuvent perturber le fonctionnement normal de l'Etablissement, il en informe sans délai ONIRIS et lui propose toute disposition permettant de réduire la gêne.

Dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et il en informe les services d'ONIRIS.

Lorsqu'en cours d'exécution, le titulaire constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou au contraire que des opérations prévues se révèlent inutiles, il doit demander l'accord d'ONIRIS avant toute modification dans l'exécution des prestations.

#### 4.3.2 Délais d'intervention

Lors d'un appel d'ONIRIS, le délai imparti au titulaire pour commencer l'intervention de réparation tel que rechercher la cause de l'incident et débiter l'intervention, a pour point de départ l'appel lui-même.

Chaque appel est rédigé et classé par ordre chronologique sur un registre tenu par un responsable désigné par ONIRIS précisant :

- La date et l'heure
- L'auteur de l'appel
- La nature de l'incident (localisation, phénomène et matériel mis en cause)

#### 4.3.3 Dépannage

Le dépannage s'entend de l'action qui après compréhension du défaut et détermination de ses causes, permet de remettre en fonctionnement tout ou partie d'une installation avant réparation, en limitant la perturbation dans le fonctionnement du centre.

#### 4.3.4 Réparation

C'est l'action définitive et limitée de maintenance corrective, après une panne, qui permet de remettre les installations dans des conditions de fonctionnement, de fiabilité et de sécurité, en concordance avec les spécifications techniques d'origine.

#### 4.3.5 Remplacement de matériels

Le Titulaire procède au remplacement de toutes les pièces jugées défectueuses, en accord avec la personne responsable du marché. Les pièces de remplacement seront des pièces neuves.

Dans tous les cas, ces pièces seront au préalable vérifiées et contrôlées avant montage. L'appareil une fois réparé, devra répondre parfaitement à l'usage auquel il est destiné.

Tous les matériels hors d'usage seront évacués par le titulaire.

#### 4.3.6 Garantie

Dans un délai de deux mois calendaires suivant son intervention, le Titulaire s'engage à remplacer gratuitement toute pièce présentant un défaut ou un vice, qu'il aurait installé sur le matériel du Centre Boisbonne, à quelque titre que ce soit, en exécution du présent marché. Dans le cadre de la garantie, si sa responsabilité a clairement été établie, le Titulaire supportera la réparation ou l'échange de la pièce, ainsi que les frais de transport et de douanes, de main d'œuvre, de déplacement du personnel, et d'une façon générale, tous les frais nécessaires à l'application de la présente clause.

#### 4.4 Durée des interventions

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers du Centre et à son fonctionnement normal. L'indisponibilité des matériels ne peut être supérieure à 2 heures dans le cadre des interventions.

Pour pallier les inconvénients éventuels dus à l'indisponibilité d'une partie des équipements, le Titulaire s'efforcera de fournir à ONIRIS, pendant la durée de l'indisponibilité, les conditions de mise à disposition d'équipements de remplacement dont le coût est hors forfait.

## 4.5 Retour d'information

### 4.5.1 Compte-rendu d'activité

Le titulaire doit mettre à jour le planning des actions préventives après chaque intervention de maintenance, et doit, à la demande d'ONIRIS faire un état précis de l'avancement des prestations. En cas de retard sur le planning, le titulaire doit en informer ONIRIS et s'organiser pour le résorber dans le mois. D'autre part après chaque évolution du planning, une copie doit être adressée à ONIRIS.

### 4.5.2 Compte-rendu d'interventions et incidents

L'ensemble des interventions donne lieu à l'établissement par le Titulaire d'un compte rendu ainsi qu'à la mise à jour des documents concernant les installations traitées.

A cette occasion, les propositions d'interventions supplémentaires seront faites, si nécessaire, à ONIRIS, dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'article 3.3.2 du présent CCAP.

## 4.6 Fournitures

### 4.6.1 Provenance des fournitures

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées ou agréées par le constructeur.

### 4.6.2 Récupération

ONIRIS peut demander au titulaire la réparation des pièces défectueuse au lieu de leur remplacement. Les pièces non réutilisables sont évacuées par le titulaire sauf décision contraire d'ONIRIS.

### 4.6.3 Fourniture consommables et outillage

Le titulaire fournit à ses équipes et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé et les appareils de mesure et de contrôle (enregistreurs électriques, contrôleurs électriques...), ainsi que les matières consommables telles que chiffons, huile, graisse, produits de nettoyage, etc.

Le titulaire veille à ce que ses équipes n'utilisent pas l'outillage et les matériels appartenant à ONIRIS qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

## Article 5 Conditions d'exécution

### 5.1 Prise en charge et fin du marché

#### 5.1.1 Prise en charge

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance.



En conséquence, il ne pourra se prévaloir en aucune circonstance du manque ou de l'inexistence des spécifications afférentes aux installations.

En outre, de par la signature du marché, le Titulaire est réputé compétent pour tous les travaux dont il a la charge. Ainsi il est supposé avoir une parfaite connaissance des matériels et matériaux constituant les installations, des recommandations des fabricants et des normes et règlements en vigueur pour leur entretien.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance de l'état des lieux.

#### 5-1-2 Remise en état

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin d'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné et de tout expert désigné par la personne responsable du marché.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel d'ONIRIS.

### Article 6 Assurances

#### 6.1 : Responsabilités

Le titulaire du contrat assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages :

- Causés directement ou indirectement pendant ses interventions,
- À son personnel, au personnel d'ONIRIS ou à des tiers
- À ses biens, aux biens appartenant à l'Ecole vétérinaire ou à des tiers
- Causés par la carence des installations imputables à la maintenance du présent contrat et se produisant en dehors de ses interventions.

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait d'ONIRIS ou par des causes non imputables à sa prestation.

#### 6.2 : Assurances

Le titulaire doit justifier d'une police d'assurance de responsabilité civile souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable qui comportera au minimum les conditions suivantes :

- dommages corporels
- dommages matériels et immatériels

La police d'assurance doit être jointe au marché de maintenance.

Dans un délai de 15 jours à dater de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le contrôleur technique doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité obligatoire en application de l'article L 241.1 du Code des Assurances, s'il ne l'a pas fournie.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation de l'accord cadre aux frais et risques du contrôleur technique.

Le titulaire est responsable de tous les risques de responsabilité civile qui pourraient être causés pendant la durée d'exécution du marché et il doit à cet effet contracter une assurance prenant effet au moins à la date d'exécution du marché.

Pour l'application de cette clause, il convient de considérer que le titulaire de l'accord cadre est en règle vis-à-vis de cette obligation dès lors que les garanties prévues au contrat correspondent aux limites disponibles auprès des sociétés.

## Article 7 Plan d'hygiène et de sécurité

Le plan d'hygiène et de sécurité sera remis à la personne responsable du marché dans le mois suivant la notification du marché.

## Article 8 Rémunération

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais d'emballage, de conditionnement et de transport jusqu'au lieu de destination.

### 8.1 Prestations forfaitaires

Dans le cadre des prestations de maintenance préventive :

Elles comprennent les frais de main d'œuvre, de déplacement, et les petits consommables (parmi lesquels et de façon non exhaustive huiles et graisses préconisées par le constructeur, chiffons, petite visserie et boulonnerie, ampoules...)

Dans le cadre des prestations de maintenance corrective,

Elles comprennent la main d'œuvre, les déplacements, petits consommables, les astreintes

### 8.2 Interventions hors forfait

Des prestations hors forfait sont des prestations exceptionnelles faisant l'objet d'un bon de commande d'ONIRIS **après présentation d'un devis par le titulaire**. Il s'agit d'interventions correspondant à :

- Des remplacements des pièces défectueuses ;
- Des prestations de maintenance non prévues au CCTP ;
- Des travaux d'amélioration ou de modification qu'ONIRIS a décidé d'entreprendre.

ONIRIS pourra faire établir des devis par une entreprise extérieure et s'approvisionner chez cette dernière si les conditions proposées lui sont plus favorables.

Les prestations hors forfait sont réglées :

- Sur présentation de facture, établie après exécution de prestations définies dans un devis préalablement accepté par la personne responsable du marché

- La main d'œuvre est rémunérée en fonction du temps d'intervention aux taux horaire des prix unitaires annexé à la décomposition globale et forfaitaire du prix.

### 8.3 Révision de prix

Les prix sont fermes pour la durée du marché soit une année. Ils sont révisibles à la date anniversaire du marché en application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,125 + (0,70 \text{ ICHTrév-TS} / \text{ICHTrév-TS}_0) + (0,175 \text{ Fsd1} / \text{Fsd1}_0)]$$

Dans laquelle :

P = nouveaux prix de règlement des prestations

P<sub>0</sub>=prix initial

**ICHTrév-TS** = indice du coût horaire révisé tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (dernier indice connu à la date de révision). **Identifiant 001565169**

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565169>

**Fsd1** = Index divers de la construction - FD - Poste Frais divers des index bâtiment et travaux publics - Base 2010  
**Identifiant 001711011**

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711011>

La date du mois M<sub>0</sub> servant de base à la révision est réputée fixée au mois de septembre 2025

### 8.4 Clause de sauvegarde :

Lorsque l'application de la formule de révision de prix fait apparaître une variation de plus de 3 %, ONIRIS peut résilier le marché sans verser d'indemnité au titulaire

## Article 9 Paiements

### 9.1 Avances

Il ne sera pas versé d'avances au titre de ce marché

### 9.2 Présentation des factures

En application des dispositions de l'ordonnance 2014-697 du 26/06/2014, la transmission des factures par voie électronique est obligatoire.

La facture dématérialisée doit être déposée sur la plateforme chorus à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

En accédant à ce portail, il sera demandé le numéro SIRET d'ONIRIS **130535008000010** ainsi que le numéro du marché **2025-12**.

Pour plus d'information, il convient de consulter le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation à la facturation électronique (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

### 9.3 Délai de paiement du marché

CCAP 2025-12

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANT FORTS et des GROUPES ELECTROGENES

Le délai global de paiement du présent marché ne peut excéder **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

### **9.3.1 Dépassement du délai de paiement**

En cas de dépassement du délai global de paiement, le titulaire est en droit d'exiger des intérêts moratoires calculés conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique

### **9.3.2 Paiement des sous-traitants**

#### *9.3.2.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché*

Le contrat est soumis aux dispositions de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance

#### *9.3.2.2 Modalité de paiement direct du sous-traitant*

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par le pouvoir adjudicateur si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € HT.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

Le titulaire devra faire bénéficier ONIRIS d'éventuelles baisses des prix pendant la durée de l'accord cadre.

## **Article 10 : Facturation - Modalités de paiement**

### **10-1 : Facturation**

La transmission des factures par voie électronique est obligatoire en application des dispositions de l'ordonnance 2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique.

La facture dématérialisée est déposée sur la plateforme **Chorus-Pro** à l'adresse suivante : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

En accédant à ce portail, il sera demandé le numéro SIRET d'ONIRIS **13000853500010** ainsi que le numéro du marché **2025-12** ou le numéro de la commande.

Pour plus d'information, il convient de consulter le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation à la facturation électronique (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

Le numéro de code service CHORUS d'ONIRIS est **1300085350**

La facturation sera effectuée de la manière suivante :

Une facture détaillée par site et par service sera à établir mensuellement.

Les factures devront comporter au minimum les mentions suivantes :

- les noms et adresse du titulaire,

CCAP 2025-12

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANT FORTS et des GROUPES ELECTROGENES

- la référence 2025-12 et l'objet de l'accord cadre,
- le montant total H.T.,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant T.T.C.

## 10.2 : Règlement

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement sera de

**30 jours** à compter de la date de réception de la facture.

Au cas où le délai maximum de paiement ne serait pas respecté et conformément aux articles L.2192-13 et R.2192-32 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage selon l'article R.2192-31 du Code de la Commande Publique.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros conformément à l'article D.2192-35.

## Article 11 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités éventuelles seront appliquées selon les modalités ci-après.

Des pénalités seront appliquées après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception d'ONIRIS en cas de répétition d'incidents où la responsabilité du titulaire serait clairement établie ou en cas de non-respect des engagements contractuels tels que :

- Défaillance
- Interruption de fonctionnement ou de service
- Délais d'intervention supérieurs aux engagements du titulaire.

Ces pénalités sont cumulables et sont retenues sur les redevances dues au titulaire. La somme des pénalités cumulées sur une année calendaire n'est pas plafonnée.

Toute interruption de fonctionnement, toute indisponibilité totale ou partielle des installations, supérieure aux délais contractuels, entraîne l'application d'une pénalité de 1/100<sup>ème</sup> du montant forfaitaire annuel du présent marché par heure d'interruption.

En cas de dépassement du délai contractuel d'intervention la pénalité appliquée sera de **60 euros HT** par heure de retard. Un dépassement de plus de trois heures sera considéré comme une interruption de service.

Les pénalités ne sont pas plafonnées. Toutefois, si elles atteignent 5% du montant annuel du marché, le pouvoir adjudicateur peut faire valoir son droit de résiliation

## Article 12 : Réfaction

L'administration pourra procéder à une réfaction sur le prix facturé dans le cas où l'intervention facturée n'a pas donné satisfaction. (Qualité insuffisante, non-respect du planning, etc.)

Cette réfaction sera appliquée directement sur la facture envoyée.

Cette réfaction sera appliquée sans mise en demeure sur simple constat. Le titulaire recevra un courrier l'informant de cette réfaction. Il aura alors une semaine pour s'expliquer et contester celles-ci.

Pour éviter tous litiges, l'envoi de ce courrier sera envoyé par envoi avec accusé de réception. La date de départ du délai d'une semaine sera celle à laquelle le titulaire aura reçu ce courrier.



## Article 13 : Résiliation

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations au titre de l'accord cadre, après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, si les défauts constatés n'étaient pas corrigés, la personne publique pourra procéder à la résiliation du marché dans les conditions fixées au CCAG/FCS et sans préjudice de tous les dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre en vertu du marché.

La résiliation se fera par l'envoi d'un courrier électronique via PLACE ou l'envoi en lettre recommandée accusé de réception. La résiliation sera effective 2 mois à compter de la date de réception par le titulaire.

## Article 14 : Déclarations et Attestations

Le titulaire déclare et s'engage sur l'honneur :

- à présenter les capacités nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- à ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles L.2141-1 à L.2141-7 du Code de la Commande Publique
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.
- à respecter les dispositions des articles L5212-1 à L. 5212-11 du code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et les attestations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par la personne publique avant notification de l'accord-cadre au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications, ...) requises.

Plateforme e-Attestations.com

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, ONIRIS met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

L'utilisation de cette plateforme est impérative

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer – gratuitement – sur la plateforme, les documents suivants :

- Tous les 6 mois :
- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-Attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

## 14-1 Responsabilité Sociétale et Développement durable

Le présent marché comporte des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de L'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrales de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (normes NF X 50-135 -1 et 2).

Le respect des clauses ci-après s'impose à l'ensemble des opérateurs économiques de l'accord-cadre : le titulaire, et le cas échéant ses partenaires. Le titulaire avise ces entités que les obligations du présent article leur sont applicables mais reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de la personne publique.

#### Environnement

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- ✓ Le titulaire doit veiller à optimiser les modes de déplacement retenus afin de limiter l'impact carbone de ces derniers. Il doit s'efforcer de limiter les déplacements au minimum nécessaire.
- ✓ Disposer d'un système de traçabilité des produits, en particulier la localisation des sites de production des marchandises et le cas échéant des composants qui les constituent et en rendre disponibles les résultats à toute demande du pouvoir adjudicateur.

#### Droit de l'Homme

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- ✓ Respecter les 8 conventions fondamentales de l'OIT et les réglementations nationales des pays d'implantation ou de provenance des marchandises ;
- ✓ Disposer d'un système de management tenant compte du respect des droits sociaux fondamentaux au sens du référentiel des Nations Unies ;
- ✓ Respecter les règles de protection des salariés (EPC, EPI, etc.) applicables à leurs activités respectives.

#### Relations et conditions de travail

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- ✓ Avoir une politique de ressources humaines structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- ✓ Respecter la réglementation et les normes internationales de comportement en matière de dialogue social (CHSCT, DP, syndicats, négociations annuelles, etc.) ;
- ✓ Avoir une politique santé-sécurité structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
  - Tenir si nécessaire un bilan sur les risques santé-sécurité des salariés et sous-traitants ;
  - Appliquer les lois sur le droit à la formation ;
  - Respecter les législations et normes en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
  - Appliquer tout dispositif santé-sécurité sectoriel dont les réglementations nationales ou les normes internationales font état ;
  - Le cas échéant, respecter les conventions collectives sectorielles.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur toute condamnation par une autorité juridique (prud'hommes, tribunal administratif) au regard de toute problématique de ressources humaines (licenciements abusifs, travail dissimulé, etc.).

### Article 15 : Règlement des différends et litiges

En cas de litige, les deux parties tenteront de trouver une solution amiable à leur litige. A défaut, le Tribunal administratif de Nantes est seul compétent. :

Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - 44000 NANTES – France

[greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

<http://www.ta-nantes.juradl.fr>

Tél. : 02 40 99 46 00

### Article 16 : Dérogations aux documents généraux

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS

CCAP 2025-12

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANT FORTS et des GROUPES ELECTROGENES



L'article 13 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG-FCS